

Vous n'ignorez pas que le chômage connaît d'importantes fluctuations saisonnières. Dans les provinces de l'Atlantique, non seulement le taux de chômage désaisonnalisé masque la situation réelle du chômage, mais encore il fait l'objet de manipulations de la part de Statistique Canada, cet organisme du gouvernement fédéral auquel le Nouveau-Brunswick doit une expérience désastreuse à l'égard de la formule de péréquation.

On pourrait faire bon nombre de commentaires intéressants au sujet de cette déclaration du ministre. Je ne sais pas si Statistique Canada est le seul responsable, mais à mon avis—et je constate avec plaisir que le ministre a repris sa place et qu'il me corrigera si j'ai tort—le ministre et ses fonctionnaires ont fait de gros efforts pour cacher au public et à la Chambre des communes certaines réalités très désagréables, de la situation de l'emploi. Par exemple, je sais, d'après certaines notes de service dont les Canadiens et les députés ont eu vent, que le ministre et son ministère hésitent beaucoup à leur révéler l'ampleur du chômage.

J'ai vu mon ami, le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) s'évertuer pendant des mois à attirer l'attention de la Chambre sur la situation des chômeurs cachés. J'en entendu des députés du Nouveau parti démocratique en parler. Mais le gouvernement actuel se refuse obstinément à admettre—ou tout au moins s'y est refusé jusqu'à ce que l'on publie des données supplémentaires—que la véritable ampleur du chômage au Canada puisse correspondre à d'autres données que les chiffres officiels publiés par Statistique Canada ou le ministère. Il est à blâmer d'avoir fait preuve d'une telle malhonnêteté qui démontre bien son attitude et son dégoût des chiffres qui indiquent le nombre d'emplois disponibles, un autre point que notre parti a souligné à diverses occasions.

Comment peut-on s'attendre à ce que les gens trouvent un emploi quand il n'y a que quelque 50,000 emplois disponibles officiellement et qu'il y a peut-être, comme mon ami de Winnipeg-Nord l'a mentionné, plus de un million de personnes en chômage? C'est illogique. Beaucoup de gouvernements provinciaux ont fait des démarches auprès du gouvernement central et ont proposé comment améliorer ce bill et en faciliter l'application, mais encore une fois on leur a refusé toute coopération.

Il est évident que pour ce qui est de trouver des solutions au problème du chômage chez nous, le gouvernement actuel n'en a aucune puisqu'il verse quatre milliards de dollars, ce qui affaiblit l'économie du pays et atteste clairement de l'incapacité du gouvernement actuel à mettre en valeur le potentiel du pays. Si l'on imagine l'effet multiplicateur ou les retombées sous forme d'autres incidences de la mauvaise administration de cette somme de quatre milliards de dollars, c'est la catastrophe. Cette somme de quatre milliards et demi de dollars équivaut à ce qu'était le budget fédéral il n'y a pas tellement d'années.

Quand on pense à ce que pourraient apporter au pays ces personnes qui reçoivent ce montant de quatre milliards de dollars en prestations, si elles pouvaient travailler, payer de l'impôt sur le revenu et utiliser leur créativité à bonne fin, on commence à s'interroger. Certaines d'entre elles pourraient sans aucun doute cesser de toucher les prestations d'assurance-chômage et mettre sur pied leur propre entreprise ou créer quelque chose qui enrichirait le pays, au lieu de devoir rester chez elles, comme le font malheureusement les gens de ma région.

Les gens qui habitent mon coin du pays ne restent pas à la maison à se tourner les pouces. Ils cherchent du travail, mais

Assurance-chômage—Loi

ils estiment aussi qu'ils ont le droit de vivre là où ils aimeraient vivre, dans leur coin de pays, là où leurs aïeux ont vécu et où ils veulent vivre et avoir un niveau de vie raisonnable.

Il y a quelques années, un ex-ministre des Finances a prétendu qu'il serait plus sage que les gens qui habitent les régions du pays touchées par la dépression déménagent.

Une voix: Voyage sans retour.

M. MacKay: Oui, c'est un voyage sans retour, comme mon ami le fait remarquer. En adoptant cette approche, le ministre ne faisait qu'exacerber les attitudes de beaucoup de nos concitoyens.

● (2122)

Le ministre présente un bill à un moment où nous sommes censés travailler à l'unité nationale au Canada. Nous sommes censés étudier l'égalité des chances et des possibilités dans cette région du pays où est née la Confédération. Au lieu de cela, on nous sert des insultes gratuites sur le genre de vie que nous voulons pouvoir mener dans l'est du Canada, et on nous déclare que nous nous tournons probablement les pouces au lieu de chercher à travailler. J'ai du mal à croire que le ministre ait vraiment voulu dire cela.

Une voix: Ou l'a dit.

M. MacKay: S'il ne l'a pas dit, monsieur l'Orateur, il faudrait alors vérifier le compte rendu de ce comité. S'il ne l'a pas dit, il était si près de le dire, comme on peut le voir, au procès-verbal qu'une multitude de gens dans tout le pays, notamment les médias, les commentateurs à la télévision et les députés ont aussi mal interprété ce qu'il a dit, la Presse canadienne entre autres.

Si le ministre ne l'a pas dit, on remarquera cependant que le vieux renard, le vice-premier ministre (M. MacEachen), a dû se lancer dans toutes sortes d'explications pour tenter d'expliquer ce qu'il avait voulu dire. Je ne crois pas qu'il ait vraiment réussi à convaincre les habitants de Cap-Breton et de Nouvelle-Écosse. Le ministre aura peut-être plus de chance la prochaine fois, mais j'en doute.

Après plusieurs années d'incompétence administrative dans le pays, tout le régime d'assurance-chômage a été bouleversé et déshumanisé. Tout d'abord le gouvernement a commencé par scinder l'assurance-chômage et la stratégie de Main-d'œuvre Canada, en créant des bureaux distincts dans tout le pays, ce qui a semé la confusion dans le public; il a essayé désespérément d'améliorer ainsi un régime qui ne marchait pas si mal en passant par des expériences qui pour tout autre, se traduiraient par une humiliation colossale. Le gouvernement, cependant, sous le coup de ses illusions d'omnipotence, croit toujours que le public canadien va marcher. Il se propose de défaire tout ce qu'il a fait jusqu'ici, aux frais du contribuable, ce qui promet de nous coûter plusieurs centaines de millions de dollars en frais administratifs.

Le voilà qui réunit à nouveau les bureaux d'assurance-chômage et de Main-d'œuvre. Mais qu'il s'adresse en plus au Parlement, après de telles prouesses administratives, pour dire au peuple canadien qu'il faut faire des économies, et qu'il prenne à ceux qui sont le moins en mesure de payer, cela est renversant. Après les carences de son administration, les trop-payés, son indifférence complète à poursuivre les abus, après tout cela, comment peut-il à présent venir à la Chambre, au